



VILLE  
D'ARPAJON

**COMPTE RENDU SUCCINCT  
DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 22 MARS 2017**

L'An deux mille dix-sept le vingt-deux mars, le Conseil Municipal de la Ville d'Arpajon dûment convoqué, s'est réuni à l'espace Concorde, salle Matisse, sous la Présidence de Monsieur Christian BÉRAUD, Maire.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. BÉRAUD, Mme LUFT, Mme TAUNAY, Mme BRAQUET, M. BOUCHAMA, M. DE ALMEIDA, M. DARRAS, Mme BLONDIAUX, Mme ENIZAN, M. COVRAT, Mme KENDIRGI, Mme BEAUDEQUIN, M. BAC, M. VU TRAN, M. FOURNIER, Mme PREVIDI, Mme ALMEIDA, Mme LEBEAULT, M. TWISHIME, M. FICHEUX, Mme KRIMI, M. LE STER, Mme BUDET, Mme GUEDON, M. CORNET, M. CRUZILLAC, M. GUILLOIS, M. BUFFLE

**ÉTAIENT REPRÉSENTÉS :**

M. MEZGHRANI par Mme KRIMI, Mme EDOUARD par Mme TAUNAY, M. MATHIEU par Mme BUDET, Mme JUILLE par M. BUFFLE

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS :**

M. DUBOIS

**DÉLIBÉRATION n°2017-19 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Décisions du Maire prises en application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU sa délibération n°25/2014 du 11 avril 2014 portant délégation d'attribution au Maire,

**PREND ACTE** des décisions 2, 3 et 4/2017 prises en application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales et de la délibération n°25/2014 du 11 avril 2014 portant délégation d'attribution au Maire.

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**DÉLIBÉRATION n°2017-20 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Modification du siège social du SIEGRA

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.52 11-20,

VU les statuts du Syndicat Intercommunal d'Electricité et du Gaz de la Région d'Arpajon,

VU la délibération du Comité du SIEGRA n° 11/2015 en date du 19 novembre 2015,

VU l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** la modification de l'adresse du siège social du SIEGRA,

**DIT** que l'adresse du siège social du SIEGRA est localisée à la mairie d'Egly au 4 grande rue 91 520 Egly,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

**DÉLIBÉRATION n°2017-21 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Convention de mise à disposition de locaux communaux pour la compétence culturelle communautaire avec la CDEA

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le projet de convention,

VU l'avis du Bureau municipal du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** les termes de la convention de mise à disposition des locaux communaux à la CDEA pour exercer sa compétence Culture Communautaire,

**PRECISE** que la convention est conclue à compter de la signature du contrat pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction d'année en année. Elle pourra toutefois être dénoncée librement par chacune des parties avec préavis écrit de 1 mois avant l'expiration de chaque période annuelle,

**AUTORISE** le Maire à signer la dite convention,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

**DÉLIBÉRATION n°2017-22 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Motion relative au plan de transport du RER C suite à l'incendie du poste de commande des Ardoines

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**CONSIDÉRANT** les délibérations et motions prises précédemment par la CDEA concernant les dysfonctionnements du réseau de transport en Essonne, et tout particulièrement le RER C, à savoir :

- La motion du 25 juin 2014 relative au programme de travaux sur le RER C pour la période 2014-2020,
- La motion du 28 janvier 2014 relative aux dispositions d'urgence à prendre concernant le RER C,

**CONSIDÉRANT** que la modernisation, et le développement des transports en Ile de France constituent des priorités pour l'amélioration des conditions de vie des habitants des territoires de la Grande couronne,

**CONSIDÉRANT** les financements annoncés dans le cadre du plan de mobilisation pour les transports en Ile de France et ceux concernant tout particulièrement la rénovation du nœud ferroviaire de Brétigny-sur-Orge,

**CONSIDÉRANT** les événements dramatiques survenus durant l'été 2013 en gare de Brétigny, et en conséquence l'urgence des travaux à réaliser sur les infrastructures existantes afin d'assurer la sécurité optimale des usagers,

**CONSIDÉRANT** l'incendie en juillet 2014 du poste de commande du technicentre des Ardoines qui a réduit de moitié aux heures de pointe l'offre de transport sur le territoire de Cœur d'Essonne Agglomération,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'améliorer le niveau de service alors que les usagers constatent la dégradation chronique de la régularité du trafic sur la ligne par divers incidents et retards,

**CONSIDÉRANT** l'augmentation du nombre de voyageurs ces dernières années sur le RER C,

**CONSIDÉRANT** les perspectives d'accroissement du nombre de voyageurs, en rapport avec la production de logements sur nos territoires,

**CONSIDERANT** que lors du Comité de site de la ligne C qui s'est réuni le 10 janvier 2017 il a été confirmé le maintien du plan de transport réduit de moitié aux heures de pointe sur le territoire de Cœur d'Essonne Agglomération, tronçon Brétigny-Savigny

**CONSIDERANT** l'impact négatif avéré sur la santé et les conditions de travail des salariés et demandeurs d'emploi,

**CONSIDERANT** que ces décisions ne sont pas compatibles avec le Plan des Déplacements Urbains de la Région Ile-de-France qui a pour objectif une diminution de 20 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 grâce notamment à une baisse de 2 % des déplacements individuels motorisés et à un report modal vers les transports collectifs et les modes actifs, et la demande insistante et régulière de l'État et de la Région Ile de France d'emprunter les transports en commun et notamment ferroviaires pour réduire la pollution de l'air,

**VU** l'attente et l'exaspération des usagers de la ligne C,

**VU** la contribution du Comité d'Initiative pour le Rassemblement et la Concertation des Usagers de la Ligne C en Essonne (CIRCULE)

**Après en avoir délibéré,**

**SE FELICITE** de la réalisation des travaux de modernisation du RER C,

**DEMANDE au STIF et à la SNCF**

- La réalisation dans les meilleurs délais des travaux de rénovation du nœud ferroviaire de Brétigny-sur-Orge dans les conditions prenant en compte les préoccupations de la commune,
- L'amélioration durable et notable de la qualité de service du RER C (régularité, nombre de trains, communication...),
- Le respect des autres engagements techniques prévus dans le schéma directeur de la ligne C (renforcement des stations électriques, acquisition de rames de réserve...)
- Le rétablissement d'une desserte du territoire de Cœur d'Essonne Agglomération aux trois quarts de la desserte nominale, c'est à dire une cadence de 10mn maximum aux heures de pointe avec un élargissement des pointes et particulièrement celle du soir dès la remise en service du nouveau poste des Ardoines prévue le 2 avril 2017,
- Une meilleure prise en compte des développements urbains (création de nouveaux logements et de zones d'emploi) dans l'élaboration de la desserte du territoire ;

**Adoptée à l'unanimité**

**FINANCES COMMUNALES**

**DÉLIBÉRATION n°2017-23 du 22 mars 2017**

**OBJET : Vote du Taux d'imposition 2017**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** les bases d'impositions transmises par la Direction Générale des Finances Publiques,

**CONSIDERANT** le souhait de ne pas augmenter les taux d'imposition,

VU Les projets d'investissement votés dans le budget communal le 22 Mars 2017,

VU le Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE** de fixer à titre prévisionnel à 4 961 750 Euros le montant des impôts directs locaux à percevoir au titre de l'exercice et fixe les taux des impôts directs locaux à percevoir au titre de l'année 2017 à :

- 12.78 % *Taxe d'habitation*
- 15.74 % *Foncier bâti*
- 47.78 % *Foncier non bâti*

**APPROUVE** le montant prévisionnel et de ne pas procéder à une augmentation des taux d'imposition,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à la majorité avec 29 voix pour et 3 abstentions (M. GUILLOIS, M. BUFFLE, Mme JUILLE)**

**DÉLIBÉRATION n°2017-24 du 22 mars 2017**

**OBJET : Budget communal - reprise des résultats 2016 et affectation du budget primitif 2017**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'avis de la Commission des Finances en date du 28 février 2017,

VU l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**PROCEDE** à la reprise du résultat de l'exercice 2016,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à la majorité avec 29 voix pour et 3 voix contre (M. GUILLOIS, M. BUFFLE, Mme JUILLE)**

**DÉLIBÉRATION n°2017-25 du 22 mars 2017**

**OBJET : Budget annexe de gestion du stationnement – Reprise des résultats 2016 et affectation au Budget Primitif 2017**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'avis de la Commission des Finances en date du 28 février 2017,

VU l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

Après en avoir délibéré,

**PROCEDE** à la reprise du résultat de l'exercice 2016, procédé comme suit :

### **1 – Fonctionnement**

Recettes de l'exercice	+	1 634.17 €
Dépenses de l'exercice	-	8.51 €
<b>Excédent 2016</b>	<b>+</b>	<b>1 625.66 €</b>
Excédent 2016	+	1 625.66 €
<b>Solde de Fonctionnement R002</b>	<b>+</b>	<b>1 625.66 €</b>

### **2 – Investissement**

#### **Section Investissement**

Recettes de l'exercice	+	407 500.00 €
Dépenses de l'exercice	-	228 541.23 €
<b>Résultats 2016</b>	<b>+</b>	<b>178 958.77 €</b>
Résultats 2016	+	178 958.77 €
<b>Solde d'exécution cumulé</b>	<b>+</b>	<b>178 958.77 €</b>

### **3- Affectation des résultats**

Reste à réaliser 2016	+	178 958.77 €
<b>Article 1068 – Excédent de fonctionnement</b>		0 €
<b>Excédent 2016 R001</b>	<b>+</b>	<b>178 958.77 €</b>

Compte tenu des besoins de financement des investissements, il est proposé de procéder à l'affectation du résultat au BP 2016 de la manière suivante :

Une affectation en recette de fonctionnement du Budget 2017 (article 002) de l'excédent de fonctionnement de **1 625.66 €**.

Une affectation en recette d'investissement du Budget 2017 (article 001) excédent d'investissement de **178 958.77 €**.

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à la majorité avec 26 voix pour, 3 voix contre (M. GUILLOIS, M. BUFFLE, Mme JUILLE) et 3 abstentions (Mme BUDET, M. MATHIEU, M. CORNET)**

**DÉLIBÉRATION n°2017-26 du 22 mars 2017****OBJET : Examen et adoption du Budget Primitif communal de l'exercice 2017 avec reprise anticipée des résultats 2016****LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'avis de la Commission des Finances en date du 28 février 2017,

VU l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,****ADOpte** le Budget Primitif communal de l'Exercice 2017 comme suit :

Dépenses de fonctionnement	Proposé au BP 2017	Recettes de fonctionnement	Proposé au BP 2017
011 Charges à caractère général	3 363 487.63	002 Résultat de fonctionnement reporté	2 637 046.65
012 Charges de personnel et frais assimilés	5 866 723.48	013 Atténuations de charges	150 000.00
014 Atténuations de produits	0.00	042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00
022 Dépenses imprévues	0.00	70 Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 029 328.00
023 Virement à la section d'investissement	2 519 618.54	73 Impôts et taxes	6 706 869.00
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	653 411.50	74 Dotations et participations	2 014 002.50
65 Autres charges de gestion courante	608 635.00	75 Autres produits de gestion courante	394 500.00
66 Charges financières	63 540.00	76 Produits financiers	0.00
67 Charges exceptionnelles	146 700.00	77 Produits exceptionnels	290 370.00
<b>Total Dépenses</b>	<b>13 222 116.15</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>13 222 116.15</b>
Dépenses d'Investissement	Proposé au BP 2017	Recettes d'Investissement	Proposé au BP 2017
13 Subventions d'investissement	0.00	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	2 371 577.72
16 Emprunts et dettes assimilées	268 667.00	021 Virement de la section de fonctionnement	2 519 618.54
20 Immobilisations incorporelles	140 475.22	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	653 411.50
204 Subventions d'équipement versées	130 000.00	10 Dotations, fonds divers et réserves	1 286 400.00
21 Immobilisations corporelles	1 299 017.76	13 Subventions d'investissement	1 859 249.08
22 Immobilisations reçues en affectation	0.00	16 Emprunts et dettes assimilées	0.00
23 Immobilisations en cours	6 852 096.86		
<b>Total Dépenses</b>	<b>8 690 256.84</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>8 690 256.84</b>

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.**Adoptée à la majorité avec 24 voix pour, 3 voix contre (M. GUILLOIS, M. BUFFLE, Mme JUILLE) et 5 abstentions (Mme BUDET, Mme GUEDON, M. MATHIEU, M. CORNET, M. CRUZILLAC)**

**DÉLIBÉRATION n°2017-27 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Examen et adoption du Budget Primitif annexe de gestion du stationnement de l'exercice 2017 avec reprise anticipée des résultats 2016

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'avis de la Commission des Finances en date du 28 février 2017,

**VU** l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**ADOpte** le Budget Primitif annexe de l'Exercice 2017,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à la majorité avec 25 voix pour, 3 voix contre (M. GUILLOIS, M. BUFFLE, Mme JUILLE) et 4 abstentions (Mme BUDET, Mme GUEDON, M. MATHIEU, M. CORNET)**

**DÉLIBÉRATION n°2017-28 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Attribution de subvention au CCAS

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'avis de la Commission des Finances en date du 28 février 2017,

**VU** l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**ATTRIBUE** au CCAS pour l'exercice 2017, le versement d'une subvention dont le montant proposé est de 100 000 €,

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 657362 du budget communal,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

**DÉLIBÉRATION n°2017-29 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Attribution de subvention pour la Caisse des écoles

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'avis de la Commission des Finances en date du 28 février 2017,

**VU** l'avis du Bureau municipal en date du 08 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**ATTRIBUE** à la Caisse des Ecoles pour l'exercice 2017, le versement d'une subvention dont le montant proposé est de 23 800€,

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 657361 du budget communal,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

**DÉLIBÉRATION n°2017-30 du 22 mars 2017**

**OBJET : Attribution de subvention pour les ateliers NAP**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'avis du Bureau municipal du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**ATTRIBUE** pour l'exercice 2017 le versement de subventions dédiées aux ateliers NAP, décliné comme suit :

<b>NOM DE L'ASSOCIATION</b>	<b>MONTANT en €</b>
TENNIS CLUB	500
HAPPY SCHOOL	6000
GAMES'N CO.	400
RCA FOOTBALL	2500
IMAGIN' ACTION	3080
ESRA RUGBY	500
<b>TOTAL</b>	<b>12 980,00 €</b>

**DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget à l'article 6574 pour l'année 2017,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

**DÉLIBÉRATION n°2017-31 du 22 mars 2017****OBJET : Attribution de subventions aux associations****LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'avis de la Commission des Finances en date du 28 février 2017,

**VU** l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**ATTRIBUE** aux associations pour l'exercice 2017 le versement des subventions suivantes :

Nom de l'association	2016	2017
AAPISE	240.00 €	240.00 €
ACA ATHLETISME	3 670.00 €	3 670.00 €
ACA ATHLETISME (subv. excep. course Foire)	1 340.00 €	1 340.00 €
AINVO	125.00 €	125.00 €
AMICALE JEUNES SAPEURS POMPIERS ARPAJON	300.00 €	300.00 €
AMICALE PERSONNEL VILLE ARPAJON	10 500.00 €	10 500.00 €
AMICALE PHILATELIQUE D'ARPAJON	145.00 €	145.00 €
AMICALE SAPEURS POMPIERS	360.00 €	360.00 €
ARPA JAZZ	105.00 €	105.00 €
ARPAJON FESTIVITES		800.00 €
ARPAJON FREISING	4 790.00 €	4 640.00 €
ART & HISTOIRE PAYS DE CHATRES	205.00 €	205.00 €
ARTISTES DU VIEUX CHATRES	205.00 €	205.00 €
ASGA (exceptionnel - matériel mur escalade)		600.00 €
ASSOCIATION DES FAMILLES	650.00 €	650.00 €
ASSOCIATION FELINOCENT	150.00 €	150.00 €
ASSOCIATION FRANCO-PORTUGUAISE (subv. excep.)		2 000.00 €
ASSOCIATION MODELISME REGION ARP	105.00 €	105.00 €
ATELIERS 29	5 500.00 €	5 500.00 €
ATELIERS 29 (subv excep Laureat Appel à projet)	500.00 €	
ATELIER LOISIRS	125.00 €	125.00 €
BIBLIOTHEQUE PEDAGOGIQUE	105.00 €	105.00 €
BOXING CLUB ARPAJONNAIS	915.00 €	915.00 €
CANOE KAYAK CLUB ARPAJONNAIS	1 350.00 €	
CHOEUR J PH RAMEAU	235.00 €	235.00 €
CLUB DE L'AMITIE	150.00 €	150.00 €
CLUB ECHECS	600.00 €	600.00 €
CLUB MODELISME FERROVIAIRE	205.00 €	205.00 €
COMITE DU CARNAVAL ARPAJONNAIS	7 205.00 €	
COMRA	105.00 €	105.00 €
CROIX-ROUGE FRANCAISE	460.00 €	460.00 €
ESRA	19 275.00 €	19 275.00 €
ESRA EXCEPTIONNEL	790.00 €	
ESSONNE NATURE ENVIRONNEMENT	125.00 €	125.00 €
EVO (subv.excep. Foire)	500.00 €	500.00 €

EVO. EPINOCHÉ DU VAL D'ORGE	125.00 €	125.00 €
FCPE PRIMAIRE	105.00 €	105.00 €
FNACA D'EGLY	195.00 €	195.00 €
FRANCE ALZHEIMER ESSONNE	170.00 €	170.00 €
GAMES'S AND CO		400.00 €
LNFCO COMITE DEPART 91	280.00 €	280.00 €
MEDRASSA DU DESERT	125.00 €	125.00 €
MUSICALE D'ARPAJON	5 030.00 €	5 030.00 €
MUSICALE D'ARPAJON (subvention exceptionnelle)		360.00 €
PEEP ARPAJONNAIS	105.00 €	105.00 €
PERSIS CENTRE HOSPITALIER	125.00 €	125.00 €
PHOTOCLUB (subv.excep. Lauréat appel à projet)		500.00 €
PHOTOCLUB ARPAJONNAIS	700.00 €	700.00 €
PIEGEURS DE L'ESSONNE	125.00 €	125.00 €
RACING CLUB ARP (subv.excep. Laureat Appel à projet)	500.00 €	
RACING CLUB ARP (subv.excep.)	650.00 €	650.00 €
RACING CLUB ARPAJONNAIS	7 400.00 €	7 400.00 €
RANDO ARPAJON	570.00 €	570.00 €
RENAISSANCE ET CULTURE	105.00 €	105.00 €
RESTOS DU COEUR	460.00 €	460.00 €
SECOURS CATHOLIQUE	460.00 €	460.00 €
SECOURS POPULAIRE	460.00 €	460.00 €
SOCIÉTÉ DE TIR DE L'ARPAJONNAIS	350.00 €	500.00 €
SOCIÉTÉ DE TIR DE L'ARPAJONNAIS (exceptionnel)		663.00 €
TENNIS CLUB ARPAJON	915.00 €	915.00 €
UTL	1 500.00 €	1 500.00 €
VELO CLUB AR (subv. Except. Foire)	350.00 €	350.00 €
VELO CLUB ARPAJON	2 760.00 €	2 760.00 €
VIE LIBRE	280.00 €	280.00 €
VIVRE ENSEMBLE AVEC NOS VIEUX AMIS		500.00 €
Z'DANCE FITNESS		205.00 €
<b>TOTAL A VALOIR</b>	<b>1 800.00 €</b>	<b>7 437.00 €</b>
<b>Politique de la ville</b>	<b>2 400.00 €</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>89 080.00 €</b>	<b>88 000.00 €</b>

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget à l'article 6574 pour l'année 2017,

DONNE pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Adoptée à la majorité avec 26 voix pour, 3 abstentions (M. GUILLOIS, M. BUFFLE, Mme JUILLE) et 3 ne prenant pas part au vote (Mme KENDIRGI, Mme BEAUDEQUIN, Mme GUEDON)

**DÉLIBÉRATION n°2017-32 du 22 mars 2017**

**OBJET : Demande de subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement public local 2017- projet espace concorde**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'avis du Bureau Municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** le plan de financement suivant :

<b>Origine des financements</b>	<b>Montant € HT</b>
Soutien à l'investissement public local 80 %	960 000
Financement communal H.T.	240 000
<b>Total H.T.</b>	<b>1 200 000</b>
T.V.A. (20%)	300 000
<b>Total T.T.C.</b>	<b>1 440 000</b>

**APPROUVE** l'échéancier de réalisation suivant :

Opération	Echéancier de réalisation
Restructuration et rénovation de l'espace Concorde	Octobre 2017 à septembre 2018

**S'ENGAGE** à inscrire les dépenses et recettes aux articles correspondants du Budget Communal de l'exercice 2017,

**SOLLICITE** une subvention de soutien à l'investissement public au taux maximum pour la réalisation de l'opération en 2017,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

**DÉLIBÉRATION n°2017-33 du 22 mars 2017**

**OBJET : Demande de subvention exceptionnelle auprès du Ministère de l'intérieur - Eglise Saint Clément**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE** de restaurer l'absidiole Nord et le soutènement du fosse nord,

**SOLLICITE** une subvention auprès du Ministère de l'Intérieur aussi élevée que possible sur ce projet,

**APPROUVE** le plan de financement suivant :

Coût HT de l'opération	312 584.93 €
Subvention Ministère de l'intérieur	10 000 €
Total restant à la charge de la commune	302 584.93€
Montant TVA	53 180.39 €
<b>Montant TTC</b>	<b>375 101.90 €</b>

**AUTORISE** le Maire à déposer un dossier de demande de subvention et à signer tous les documents s'y rapportant,

**S'ENGAGE** à inscrire les dépenses et recettes aux articles correspondants du Budget communal de l'exercice 2017.

**Adoptée à l'unanimité**

**DÉLIBÉRATION n°2017-34 du 22 mars 2017**

**OBJET : Demande de subvention exceptionnelle auprès du Ministère de l'Intérieur - Plan de désherbage**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique,

**VU** sa délibération du 25 mai 2016 relative à la validation du plan communal de désherbage,

**VU** l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**CONSIDERANT** qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'utilisation des produits phytosanitaires est interdit sur le domaine public,

**CONSIDERANT** qu'afin de répondre à cet objectif la commune s'est doté d'un plan communal de désherbage et envisage l'acquisition du matériel nécessaire,

**CONSIDERANT** l'opportunité de bénéficier d'une subvention pour financer l'acquisition d'une desherbeuse thermique qui permettra de maintenir le niveau actuel d'entretien des espaces publics,

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE** d'acquérir une desherbeuse thermique pour faciliter la mise en œuvre du plan communal de désherbage,

**SOLLICITE** une subvention auprès du Ministère de l'Intérieur aussi élevée que possible sur ce projet,

**APPROUVE** le plan de financement suivant :

Coût HT de l'opération	37 300 €
Subvention ministère de l'intérieur	10 000 €
Total restant à la charge de la commune	27 300 €
Montant TVA	7 460 €
<b>Montant TTC</b>	<b>44 760 €</b>

**AUTORISE** le Maire à déposer un dossier de demande de subvention et à signer tous les documents s'y rapportant,

**S'ENGAGE** à inscrire les dépenses et recettes aux articles correspondants du Budget communal de l'exercice 2017.

**Adoptée à l'unanimité**

**DÉLIBÉRATION n°2017-35 du 22 mars 2017**

**OBJET : Attribution de l'indemnité de Conseil au Trésorier**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précisant les modalités d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor, chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

**VU** sa délibération n°158/2014 du 19 novembre 2014,

**VU** le décompte de l'indemnité de conseil pour l'année 2016, adressé par le Trésorier d'Arpajon,

**VU** l'avis du bureau municipal du 8 mars 2017,,

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE** d'attribuer à :

Madame Laurence COLONNEAUX une indemnité de 762.58€

Madame Isabelle DRANCY une indemnité de 1226.76€

**INDIQUE** que la somme correspondante sera prélevée à l'article 6225 du budget communal,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à la majorité avec 29 voix pour et 3 voix contre (M. GUILLOIS, M. BUFFLE, Mme JUILLE)**

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **DÉLIBÉRATION n°2017-36 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Modification du tableau des effectifs – création de postes

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires territoriaux,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et plus particulièrement l'article 34 indiquant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet, nécessaires au bon fonctionnement des services,

**CONSIDÉRANT** le tableau des effectifs annexé au Budget Primitif 2017, adopté par le Conseil municipal,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'adapter le tableau des effectifs des emplois permanents à l'évolution des carrières et aux mouvements de personnel, il est proposé de modifier le tableau des effectifs de la façon suivante :

<b>CREATION</b>
1 poste de Technicien 5 postes d'adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe

#### **Après en avoir délibéré,**

**DECIDE** la création d'un poste de technicien, de cinq postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe, à temps complet,

**MODIFIE** en conséquence le tableau des effectifs,

**DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans l'emploi sont prévus au Budget Communal 2017, Chapitre 012,

**DONNE** pouvoir au maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

## **URBANISME**

### **DÉLIBÉRATION n°2017-37 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Autorisation du Maire à signer une promesse de vente avec la société SARL ARPIMO

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** le Code général de la Propriété des Personnes publiques,

**CONSIDÉRANT** que la volonté de la commune de céder la parcelle cadastrée AB n°451 de 1.592 m<sup>2</sup> sise 18, rue du Pont d'Avignon,

**VU** le courriel en date du 22/02/2017 de la SARL ARPIMO confirmant son intention d'acquérir ladite parcelle en vue d'y réaliser une opération immobilière de maisons individuelles et, confirmant une offre de prix à hauteur de 360.000 €,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de solliciter l'avis du Service des Domaines pour ce qui concerne la valeur vénale du bien immobilier,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'obtenir l'autorisation d'urbanisme nécessaire à ladite opération immobilière,

**CONSIDÉRANT**, dans cette attente, la nécessité d'établir entre les parties, une promesse de vente sous conditions suspensives de la levée des réserves rappelées ci-avant,

**CONSIDÉRANT**, pour ce faire, qu'il y a lieu de désigner Maître BRULPORT, notaire de la commune,

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE** le projet de cession de la parcelle communale, cadastrée AB n°451 de 1.592 m<sup>2</sup> sise 18, rue du Pont d'Avignon, au profit de la société SARL ARPIMO, en vue d'y réaliser une opération immobilière de maisons individuelles.

**DÉCIDE**, pour ce faire, la rédaction d'une promesse de vente.

**DÉSIGNE**, à cet effet, Maître BRULPORT, notaire de la commune.

**PRÉCISE** que ladite promesse est établie sous les deux principales conditions suspensives suivantes : confirmation de la valeur vénale par le Service des Domaines et obtention de l'autorisation d'urbanisme pour la division du terrain (déclaration préalable ou permis d'aménager), purgé du recours des tiers.

**PRÉCISE** que la vente définitive sera établie par acte notarié après levée de toutes les réserves et fera l'objet, le moment venu, d'une délibération du conseil municipal.

**DIT** que les frais liés et nécessaires à la réalisation de l'opération (géomètre si besoin, acte notarié etc.) seront pris en charge par la SARL ARPIMO.

**DIT** que la recette correspondante est inscrite au budget de l'année en cours.

**AUTORISE** le Maire à signer tous documents en relation avec le dossier.

**Adoptée à la majorité avec 29 voix pour et 3 abstentions (M. GUILLOIS, M. BUFFLE, Mme JUILLE)**

**DÉLIBÉRATION n°2017-38 du 22 mars 2017**

**OBJET : Autorisation donnée au Maire pour le dépôt des autorisations d'urbanisme en vue de la construction du nouveau restaurant scolaire de l'école Edouard Herriot**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21 septembre 2006, modifié le 12 janvier 2011 ; mis en révision par délibération du Conseil municipal en date du 30 avril 2014,

**VU** sa délibération n°2017-12 du 1<sup>er</sup> février 2017 attribuant le marché de conception réalisation à la société Cougnaud Construction,

**CONSIDÉRANT** le projet d'aménagement de l'école Edouard Herriot consistant, pour sa première phase, à la réalisation du nouveau restaurant scolaire, et pour les phases suivantes, à aménager les anciens locaux de restauration afin de leur attribuer d'autres usages à destination du périscolaire ou de salles polyvalentes pour les équipes pédagogiques,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'autoriser le Maire à déposer, au nom de la commune, les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet,

**VU** l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017.

**Après en avoir délibéré,**

**AUTORISE** le Maire à déposer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement de l'école Edouard Herriot situé 8 rue Edouard Herriot à Arpajon,

**DIT** que les crédits alloués aux travaux de la première phase sont inscrits au Budget Communal,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

**AFFAIRES SCOLAIRES**

**DÉLIBÉRATION n°2017-39 du 22 mars 2017**

**OBJET : Séjours de Vacances – Organisation des séjours de vacances d'été 2017.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** les séjours proposés pour les vacances d'été 2017,

**VU** sa délibération n° 156/2016 du 14 décembre 2016, portant sur la revalorisation et l'approbation des tarifs séjours,

**VU** l'avis de la commission enfance-jeunesse du 27 février 2017,

**VU** l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** le programme des séjours pour les mois de juillet et août 2017, proposé par le Service Enfance ci-dessous :

**Pour les 4 / 12 ans**

. TOOTAZIMUT - ALSH 20 places

**Pour les 6 / 17 ans**

. PEP DECOUVERTES 10 places

**Pour les 6 / 17 ans**

. TOOTAZIMUT 11 places

**PREVOIT** que pour assurer les réservations, un acompte de 30% sera perçu à l'inscription,

**DIT** que le séjour devra être réglé intégralement avant le départ, sous peine d'annulation pour le ou les enfant(s) concerné(s),

**DIT** que dans le cas d'une annulation de la réservation, dans un délai inférieur à 45 jours du départ de l'enfant, l'acompte perçu restera acquis,

**PRECISE** que le tarif maximum facturé aux familles arpajonnaises ne saurait être supérieur au prix coûtant,

**DIT** que le tarif modulé relatif au quotient familial, facturé aux familles et déductions faites des aides financières, des bons vacances de la Caisse d'Allocations Familiales, ne saurait être inférieur à un montant de 10 Euros,

**AUTORISE** le Maire à signer avec les organismes concernés les conventions d'organisation des séjours programmés,

**PRECISE** que les dépenses et les recettes seront inscrites aux articles correspondants du Budget Communal de l'exercice 2017,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

**DÉLIBÉRATION n°2017-40 du 22 mars 2017**

**OBJET : Convention avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) pour le dispositif AVEL**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la convention de partenariat « dispositif aide aux vacances enfants locale AVEL 2017 – Structure N° 14819 »,

**CONSIDERANT** que la convention détaille les modalités de prise en charge financière par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF),

**Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** les termes de la convention de partenariat « dispositif aide aux vacances enfants locale » à intervenir avec la Caisse d'Allocations Familiales, sise 2 impasse du Télégraphe – 91013 EVRY CEDEX représentée par Madame MANSIET Christine, Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne,

**AUTORISE** le Maire à signer la convention de partenariat « dispositif aide aux vacances enfant locale » entre la ville d'Arpajon et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne,

**PRECISE** que la convention est signée pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 7 janvier 2018, et que la reconduction de celle-ci se fera par demande expresse via le site VACAF,

**PRECISE** que les recettes seront inscrites aux articles correspondants du Budget Communal de l'exercice 2017,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

#### **AFFAIRES CULTURELLES**

##### **DÉLIBÉRATION n°2017-41 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Festival d'orgues de barbarie 2017 - Approbation du montant du défraiement des artistes participant à la manifestation

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**CONSIDERANT** l'organisation du festival des orgues de Barbarie 2017,

**VU** l'avis du Bureau municipal du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** le montant du défraiement des artistes participant au festival des orgues de Barbarie 2017 fixé comme suit :

- 30,00 € pour les artistes résidant dans la région Ile de France qui participent à une des deux journées du festival (13 mai ou 14 mai)
- 60,00 € pour les artistes résidant dans la région Ile de France qui participent aux deux journées du festival (13 et 14 mai)
- 60,00 € pour les artistes résidant hors Ile de France qui participent à une des deux journées du festival (13 mai ou 14 mai)
- 120,00 € pour les artistes résidant hors Ile de France qui participent aux deux journées du festival (13 et 14 mai)

**DIT** que les dépenses correspondantes sont inscrites au BP 2017,

**DONNE** pouvoir au maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

**AFFAIRES SOCIALES**

**DÉLIBÉRATION n°2017-42 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Service communal de portage des repas à domicile – Tarifs appliqués aux usagers pour l'année 2017

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** sa délibération n°86/2001 du 28 juin 2001 portant création d'un service de portage de repas à domicile,

**VU** sa délibération n° 161/2016 du 14 décembre 2016 adoptant les tarifs de la prestation de portage des repas à domicile,

**VU** l'avis de la Commission des Finances en date du 22 novembre 2016,

**VU** l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**CONSIDÉRANT** l'erreur de calcul dans la délibération n° 161/2016 voté en date du 14 décembre 2016,

**Après en avoir délibéré,**

**RAPPORTE** sa délibération n°161/2016 du 14 décembre 2016,

**FIXE** pour l'année 2017, les tarifs de la prestation de portage des repas à domicile comme suit :

- Quotient familial inférieur ou égal à 855,71 €	5,57 €
- Quotient familial compris entre 855,72 € et 1 711,36 €	8,24 €
- Quotient familial supérieur ou égal à 1 711,37 €	8,98 €

**DIT** que les recettes afférentes seront inscrites à l'article 7066 du Budget Communal.

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à l'unanimité**

**DÉLIBÉRATION n°2017-43 du 22 mars 2017**

**OBJET** : Approbation d'une convention de mise à disposition de données statistiques CAF dans le cadre de la demande d'agrément social

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

**VU** le projet de convention, joint en annexe,

**VU** l'avis du Bureau municipal en date du 8 mars 2017,

**Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** les termes de la convention à passer avec la CAF,

**AUTORISE** le Maire à signer cette convention,

**DONNE** pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

**Adoptée à la majorité avec 29 voix pour et 3 abstentions (M. GUILLOIS, M. BUFFLE, Mme JUILLE)**

### **INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES**

La séance est levée à 23h12.

 **Le Maire,**  
  
**Christian BÉRAUD**